

## Proposition du secteur CNE-Universités pour l'université d'après la crise sanitaire

### *Le contexte*

Didier Lebbe (permanent CNE, en charge notamment du secteur Universités) a suggéré d'engager au niveau du secteur CNE-Universités une réflexion concernant l'impact de la crise sanitaire sur l'enseignement supérieur en vue de propositions syndicales sur **l'université d'après la crise sanitaire**.

- Une revue des propositions pour l'après-crise sur le plan institutionnel (Parlement FWB, Association européenne des universités (EUA), Association internationale des universités (IAU), Conseil de l'Europe, etc...) a été effectuée dans ce but : « *Quelques documents utiles pour la réflexion du secteur CNE universités relative à l'impact de la crise sanitaire sur l'enseignement supérieur - Décembre 2020* »

Cette note est accessible sur le site [www.desy.ucl.ac.be/secteur](http://www.desy.ucl.ac.be/secteur) (Dossiers > Université d'après « Covid - quelques documents utiles »)

- Le 29 janvier 2021, une première réunion du secteur CNE-Universités s'est tenue sur ce projet. Le mémo détaillé de cette réunion figure en annexe.

La synthèse des recommandation et propositions relevées tant au niveau institutionnel que lors de la réunion du 29 janvier, classées par thèmes, figurent en pages suivantes.

\*\*\*

## 1. Relevé des recommandations repérées dans les divers textes consultés

La bibliographie des textes consultés se trouve dans la revue des propositions pour l'après-crise disponible sur le site [www.desy.ucl.ac.be/secteur](http://www.desy.ucl.ac.be/secteur) (Dossiers > Université d'après « Covid - quelques documents utiles »)

### • À l'égard du personnel

- Évoluer vers des conditions de travail plus humaines pour tout le travail productif et reproductif (Slow science)
- Compenser les inégalités de genre au sein des personnels, dont l'augmentation a été constatée lors du confinement, notamment pour les femmes scientifiques (Carte blanche LLB, 18 décembre)
- Redonner du sens au travail, en repenser les modalités et réévaluer l'importance de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (Droit de savoir)

### • Sur l'enseignement

- Prendre des mesures en matière d'enseignement à distance, visant à renforcer l'égalité d'accès aux outils mis en œuvre (PFWB)
- Questions sur l'efficacité, la pertinence et la flexibilité des dispositifs d'assurance qualité dans ce contexte (EUA)
- Adaptation du numérique et transformation de l'apprentissage et de l'enseignement (EUA)
- Importance de maintenir l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur en tant que responsabilité publique (EUA)
- Fourniture accrue de ressources éducatives gratuites pour les établissements desservant les populations d'étudiants défavorisés de l'enseignement supérieur (Banque mondiale)
- Envisager des programmes de soutien (financier, logistique, pédagogique) dédiés aux étudiants à risque ; concentrer les efforts sur des solutions d'apprentissage pour les étudiants les plus vulnérables (Banque mondiale)
- *"Sur les approches en ligne et numériques : celles-ci ne peuvent se substituer à nos pédagogies, épistémologies et méthodologies qui nécessitent une interaction sociale en face en face ..."* (Slow science ; Comité syndical européen de l'éducation)
- *Développer des bacheliers décloisonnés ; des modules d'apprentissages transversaux à tous les cursus et consacrés aux enjeux contemporains tels que le climat et l'intelligence artificielle; mettre en place structurellement, parallèlement aux Erasmus, des "Intrasmus"* (Carte blanche LLB 31 octobre 2020)

### • Sur la recherche

- Accorder un accès ouvert immédiat aux publications et données de recherche (EUA)
- Nécessité d'une meilleure coordination de la recherche en santé au niveau européen (EUA)

• **Sur le service à la société**

- S'engager plus encore avec la société, soutenir les gouvernements par la recherche et l'innovation et aider à préparer une société plus résiliente (EUA)
- La communauté mondiale de l'enseignement supérieur doit faire face au risque que la crise COVID exacerbe les inégalités déjà existantes, en coopérant avec d'autres acteurs de la société (IAU)
- Viser à la fin de la récente tendance au dénigrement des experts et à la post-vérité et à ce que les preuves et les connaissances scientifiques soient à nouveau des piliers fondamentaux de la société (IAU)
- *"Nous pourrions assister à une évolution vers un enseignement supérieur démocratique axé sur les priorités de l'équité, de l'inclusion et de la durabilité. La crise sanitaire nous a rappelé l'importance de la solidarité sociale ; la nécessité d'institutions sociales et civiques résilientes et d'un enseignement supérieur démocratique pourrait être le point de départ d'un engagement renouvelé en faveur des valeurs et des pratiques démocratiques dans l'ensemble de la société."* (T. Gallagher, cité par le Conseil de l'Europe)
- S'interroger sur le rôle du secteur privé dans le soutien à la numérisation (Comité syndical européen de l'éducation)

## **2. Synthèse de la réunion CNE-Universités du 29 janvier 2021**

### **2.1. Relevé des propositions émises lors de cette réunion**

#### **• De manière générale**

- Une conséquence de la crise : *l'université d'après ne sera pas numérique, ou en tout cas pas principalement*. Souligner aussi l'absence de technologies modernes dans les pays pauvres.
- Quel doit être le rôle de l'ARES après la pandémie ? Contrer davantage la logique mortifère de concurrence entre les institutions ?
- Importance de l'interdisciplinarité (ainsi par exemple entre sciences humaines et sciences de la santé, en ce qui concerne l'épidémiologie) ; de la solidarité, évoquée par les instances européennes par rapport à la vaccination ; importance à donner à la santé mentale, parent pauvre que la crise sanitaire a forcément mis en avant, sans toutefois le prendre en charge.
- Nécessité d'un contrôle démocratique des organisations et de professionnaliser davantage la gouvernance (on peut être expert dans une discipline et ne pas pouvoir gérer une équipe).
- Critiquer la logique utilitariste qui invite à évaluer les financements à accorder à une discipline en fonction de son potentiel à être « utile » ou rentable.

#### **• À l'égard du personnel**

- Revenir sur la dégradation des conditions de travail du personnel
- Préciser ce qui doit être amélioré dans les universités et au FNRS, en matière de politique du personnel, suite à la crise.
- Mettre davantage l'accent sur la question du bien-être au travail au Comité pour la prévention et la protection au travail (CPPT).

#### **• Sur l'enseignement**

- Refaire de l'université un ascenseur social : or l'enseignement à distance, qui est aussi du bricolage inégalitaire, a créé une crise profonde dans la jeunesse et à tous niveaux. Miser, pour cela, sur les programmes à horaire décalé, la formation permanente, etc.
- Faire attention aux étudiant·es, mais aussi aux 12-18 ans, qui ont besoin pour *être*, de relations qui leur permettent de se développer ; l'université doit être un lieu de rencontres, de sociabilité et d'ouverture au monde.

#### **• Sur la recherche**

- Agir contre le détournement des fonds publics et des résultats de recherche à des fins privées.
- Interroger la question de l'appropriation privée des résultats de la recherche financée sur fonds publics. Cette problématique apparaît très clairement dans le cas de la recherche sur les vaccins.
- Réfléchir sur le sous-investissement de l'UE dans la recherche. Il semble que l'essentiel du financement dans le développement des vaccins soit venu des USA et de G.-B.
- Importance d'une recherche financée équitablement entre disciplines.

- Ré-asseoir et augmenter la force de conviction de la preuve scientifique, pour lutter contre la non-science, la dissimulation, les réactions émotionnelles qui ne peuvent s'ériger comme nouvelles sciences, nouvelles vérités. Sans toutefois sombrer dans l'autre extrême – un scientisme facile, parce que techniciste et déshumanisé.
- Repenser le financement de l'accès à la recherche : l'approche quantitative qui prévaut (nombre de citations du chercheur, indice H, etc.) n'est pas acceptable. Le fait de devoir payer des sommes considérables pour avoir accès à des revues scientifiques n'est pas normal non plus ; le secteur privé récupère et s'approprie ainsi les fonds et les accès à la recherche.

#### • *Sur le service à la société*

- Réaffirmer la pertinence sociétale et le soutien vital des sciences humaines et sociales pour l'humanité de la société.
- Rôle de l'université dans la société, par exemple dans la formation des métiers en pénurie.
- Réaffirmer le rôle démocratique essentiel de l'université, qui contribue notamment à former les formateurs de la jeunesse. Le lien entre l'université et le monde de la culture est également capital. La culture est du bien-être ajouté dans la société.

## **2.2 Comment concrétiser ces réflexions ? Pistes évoquées :**

Collecte des avis du personnel sur la note transmise par la CNE-Universités

- Diffusion dans les universités et à la CNE de la synthèse de ces avis
- L'ARES, le cabinet de la Ministre Glatigny pourraient être les lieux institutionnels où la synthèse « finale » de ces réflexions serait transmise

## **2.3 Avec qui ?**

- CNE nationale (Service d'études ?)
- CSC-Enseignement Hautes Écoles et ESA et CSC SP
- CGSP-Enseignement
- Des membres sympathisants du personnel des universités, notamment en sciences humaines : sociologues, politistes, philosophes, économistes, spécialistes de la communication.
- « *Faire front : gérer les urgences et inventer l'avenir* », lieu possible pour mener cette réflexion sur l'université post-COVID. <http://www.fairefront.be/texte-fondateur/>
- Le groupe «Slow Science» ? <https://slowscience.be/>
- La FEF ?

\*\*\*

3 février 2021

## Mémo de la réunion de réflexion du 29 janvier 2021 du secteur CNE-Universités sur l'université d'après la crise

### *Participant·es :*

*Ghislaine Declève, Thierry Grosbois, Didier Lebbe, Richard Mairesse, Agnès Namurois, Jos Palange, Laetitia Saintes, Thi Ngoc Linh Tran, Felipe Van Keirsbilck, Yannick Vanderborgh.*

### *Le contexte*

Cette réunion (*en Teams*) se tient à la suite de la suggestion de Didier Lebbe d'amorcer au niveau du secteur CNE Universités une réflexion concernant l'impact de la crise sanitaire sur l'enseignement supérieur en vue de propositions syndicales sur l'université, sur la recherche d'après la crise.

La documentation envoyée préalablement à la réunion se réfère délibérément à ce champ de réflexion<sup>1</sup>. Voir aussi la récapitulation des recommandations recensées dans ce cadre en annexe à ce mémo.

### *Les interventions*

- Richard pointe le mal-être du personnel (en particulier, le Pac qui ne peut plus faire son travail de recherche) ; il note aussi le détournement des fonds et des résultats de recherche à des fins privées (voir podcast de M. Remon).

Il note aussi le mal-être des étudiants : la démotivation est importante et le décrochage évident dans toutes les universités, surtout pour les étudiants déjà les plus vulnérables, qui sont de facto incapables de suivre un enseignement en ligne (pas d'ordinateur à domicile, pas d'espace pour travailler, etc.)

- Laetitia s'est davantage intéressée, outre le mal-être des étudiant·es, à celui du personnel scientifique, qu'il enseigne (et est donc soumis à des conditions de travail dégradées et insatisfaisantes) ou non (isolement des boursier·es). Il n'y a pas assez de *feedback*. Elle souligne aussi l'importance de la recherche en sciences humaines et le fait que son financement ne peut pas continuer à dépendre du fait qu'elle ne puisse pas déboucher sur du « concret », contrairement aux SS ou aux SST.

- Yannick distingue trois niveaux :

- Micro : le personnel des universités et les étudiants
- Méso : les universités en tant qu'organisations
- Macro : l'université comme acteur dans la société

**Au niveau micro :**

---

<sup>1</sup> Quelques documents utiles pour la réflexion du secteur CNE universités relative à l'impact de la crise sanitaire sur l'enseignement supérieur - Décembre 2020 - Note accessible sur le site [www.desy.ucl.ac.be](http://www.desy.ucl.ac.be)

- *Personnel scientifique* : dégradation évidente des conditions de recherche (et d'enseignement pour ceux qui ont de telles charges). Impossibilité de faire du terrain dans le cadre de thèse (enquêtes), de faire des séjours de recherche, ce qui hypothèque l'avenir et le CV des doctorants de cette génération. Disparité, entre universités et même statuts, dans l'octroi de prolongations ou compensations : pourquoi dans certaines (ULG ?) et pas dans d'autres (USL-B ?)
- *Personnel académique* : difficultés pour tout le personnel académique mais en particulier pour les femmes qui ont moins publié depuis le début de la crise. Le personnel enseignant est dépité par ses conditions de travail : même les partisans de l'université « en ligne », qu'on a parfois présenté comme inévitable (en période pré-covid), est un leurre. C'est au moins une bonne chose qui sortira de cette crise : *l'université d'après ne sera pas numérique*, ou en tout cas pas principalement. Le personnel enseignant est dépité par ses conditions de travail : même les partisans de l'université numérique reconnaissent que l'enseignement distanciel tel qu'il existe pour l'instant ne fonctionne pas, et crée une inégalité entre étudiant-es (fracture numérique). Il faut noter aussi que les profs ont constaté avec un certain désespoir et une certaine résignation une incapacité à évaluer correctement les étudiants (surtout de 1ère génération) dans le cadre d'examens écrits à distance – au cours desquels il est impossible de contrôler même l'identité de la personne qui répond. La triche est généralisée. Voir à ce sujet la CB de Vassilis Saroglou (UCLouvain) : <https://plus.lesoir.be/298924/article/2020-05-05/tu-triches-je-triche-nous-trichons>
- *Personnel administratif/technique* : surcharge de travail (notamment services informatiques, services d'orientation, services sociaux...) et pertes d'emploi pour le personnel plus précarisé (Sodexho par ex.)

#### Au niveau méso :

- Il me semble frappant qu'alors que toutes nos organisations ont été confrontées au même défi du basculement en ligne des cours, examens et activités de recherche, chacune a bricolé ses solutions dans son coin. Il semble que la logique mortifère de concurrence entre nos institutions ait continué à se manifester pendant la crise.
- Rôle de l'ARES pendant la crise ? Inexistant ? Je suis insuffisamment informé mais n'ai pas vu grand-chose.
- FEF : s'est en partie décrédibilisée durant cette crise.

#### Au niveau macro :

- Parmi les enjeux importants qui ont (re)surgi, je pense qu'une attention particulière mérite d'être portée à la question de l'appropriation privée des résultats de la recherche financée sur fonds publics. Cette problématique apparaît très clairement dans le cas de la recherche sur les vaccins. Il est frustrant de voir combien l'expertise de niveau international est présente dans nos universités... mais que notre société reste entièrement dépendante des stratégies commerciales des multinationales de la pharmacie.
- On aurait pu penser que la crise allait surtout mettre en lumière l'importance des sciences de la santé. Mais ce n'est qu'en partie vrai. Il faut souligner encore et encore la pertinence sociétale des sciences humaines et sociales. On ne peut comprendre les mécanismes de propagation du virus ou les résistances à la vaccination sans sociologues, les difficultés de faire passer les messages de prévention sans spécialistes de la communication, les problèmes de gestion de la crise en Belgique sans politistes ; on ne peut réfléchir aux groupes prioritaires pour la vaccination sans spécialistes de l'éthique ; etc.
- Réflexion sur le sous-investissement de l'UE dans la recherche. Il semble que l'essentiel du financement dans le développement des vaccins soit venu des USA et de G.-B.

• Agnès pointe l'importance de l'interdisciplinarité (ainsi par exemple entre sciences humaines et sciences de la santé, en ce qui concerne l'épidémiologie) et les difficultés qu'on a actuellement à la développer cette interdisciplinarité. Elle souligne aussi l'importance de la solidarité, évoquée par les instances européennes par rapport à la vaccination et espère que cela fera école. Elle insiste aussi

sur l'importance à donner à la santé mentale, parent pauvre que la crise sanitaire a forcément mis en avant.

- Linh a réfléchi en rapport avec les trois missions de l'université ; pour l'enseignement, elle met en avant l'importance de l'interdisciplinarité, de la relation pédagogique entre enseignant et apprenant ; pour la recherche, l'importance d'une recherche financée équitablement entre les différents secteurs ; pour le service à la société, il faut se demander quel est le rôle que l'on attend désormais de l'université dans la société, par exemple dans la formation des métiers en pénurie. Sans oublier les conditions de travail du personnel.

- Ghislaine souligne que la crise aura montré la position de repli des autorités et des gouvernances, à tous niveaux.

- Il faut un contrôle démocratique des organisations et davantage professionnaliser la gouvernance (on peut être expert dans une discipline et ne pas pouvoir gérer une équipe).
- Il faut refaire de l'université un ascenseur social : or l'enseignement à distance, qui est aussi du bricolage inégalitaire, a créé une crise profonde dans la jeunesse et à tous niveaux.
- Il faut faire attention aux étudiant·es, mais aussi aux 12-18 ans, qui ont besoin pour *être*, de relations qui leur permettent de se développer ; l'université doit être un lieu de rencontres, de sociabilité (cf. les « classes-cocons » dans le secondaire, qui créent une ambiance, un lien social entre les personnes).
- Il est aussi dommage que les universités aient fonctionné en vase clos, chacun prenant ses décisions de son côté concernant par exemple la prolongation des mandats et des bourses.
- Ghislaine dit aussi son irritation face à la logique utilitariste qui invite à évaluer les financements à accorder à une discipline en fonction de son potentiel à être « utile ».
- Il faut ré-asseoir et augmenter la force de conviction de la preuve scientifique, pour lutter contre la non-science, la dissimulation, les réactions émotionnelles qui ne peuvent s'ériger comme nouvelles sciences, nouvelles vérités. Il ne faudrait pas non plus sombrer dans l'autre extrême – un scientisme facile, parce que techniciste et déshumanisé. Il faut donc réaffirmer le soutien vital des sciences humaines pour l'humanité de la société.
- Ne pas oublier la place de la culture, des arts et des lettres, avec le financement adéquat.
- Il s'agit aussi de repenser le financement de l'accès à la recherche : l'approche quantitative qui prévaut (nombre de citations du chercheur, indice H, etc.) n'est pas acceptable. Le fait de devoir payer des sommes considérables pour avoir accès à des revues scientifiques n'est pas normal non plus ; le secteur privé détourne les fonds et les accès à la recherche.

- Didier revient sur les derniers événements de l'ARES ; outre la saga récente concernant la présidence du CA, il faut revenir sur la mission de cette présidence, mais aussi envisager une réflexion sur le rôle de l'ARES en tant que telle après la pandémie.

Il faut aussi articuler nos réflexions par rapport à la CNE et par rapport à la Confédération.

- Felipe est impressionné par l'étendue des missions du secteur universités et des réparations à apporter à son personnel. Sans oublier la mission de la société par rapport à la génération des 12-18 ans.

Le monde de l'enseignement mérite une plus grande attention. Le travail à mener en matière de gouvernance notamment est considérable ; l'ARES est devenu un lieu où les jeux de pouvoir et les luttes de concurrence ont occulté les enjeux qui devraient y être discutés.

Felipe mentionne le rôle des économistes dans le secteur des sciences humaines. Protéger les jeunes a aussi du sens sur le plan économique.

Réaffirmer le rôle démocratique essentiel de l'université, qui contribue notamment à former les formateurs de la jeunesse.

Le lien entre l'université et le monde de la culture est également capital. La culture est du bien-être ajouté dans la société.

Plus largement, concernant la société d'après, l'initiative « *Faire front : gérer les urgences et inventer l'avenir* »<sup>2</sup> reste valable ; manque encore l'élan pour concrétiser ses propositions, mais c'est un lieu possible pour mener la réflexion sur l'université post-COVID.

Il faut aussi garder à l'esprit l'importance de maintenir la communication entre le secteur CNE Universités et la CNE.

Vu l'immensité du chantier, il convient de bien définir le champ de la réflexion (Universités, FNRS, ARES ou au-delà) et avec qui (secteur CNE-Universités ; + la CNE ; + la CSC-Enseignement, ou encore plus largement) et les forces mobilisables.

- Ghislaine explique que la CNE-UCLouvain a déjà de nombreux contacts avec le CORA, le CORSCI, mais pense qu'il faut aussi élargir nos contacts en sciences humaines en se mettant en relation avec des économistes, des sociologues. Il faudrait également entretenir un dialogue avec la FEF. Au niveau plus large, les enseignants dans le secondaire et dans le supérieur sont formés à l'université ; on peut donc les inclure dans la réflexion.

- Pour Richard, il faut se demander si l'université a joué son rôle (ou a pu le jouer) dans cette crise, et aussi ce que l'ARES devrait être. Il faudrait mieux asseoir l'ARES dans la société. Il faut donc susciter des débats, en mobilisant notamment les philosophes. Richard suggère la réalisation d'une carte blanche.

- Yannick pense que la question de la gouvernance des universités, certes capitale, dépasse sans doute le cadre de la réflexion de cette réunion. L'économie n'est pas ouverte au dialogue interdisciplinaire, donc il sera compliqué de les associer à la réflexion, mais il faut tenter. Il est d'accord d'associer les philosophes à cette réflexion. S'associer avec les étudiant·es sera plus délicat, beaucoup de membres du personnel des universités trouvant que la FEF a perdu de sa crédibilité pendant la crise sanitaire, où elle a multiplié les contradictions. Il insiste sur la dégradation des conditions de travail du personnel et critique l'individualisation des parcours étudiants.

- Ghislaine relate le débat à la chambre des universités sur la concurrence stérile entre les universités, qui fait qu'à mesure que le nombre d'étudiant·es croît, on a de moins en moins de personnel.

- Jos retient comme questions essentielles du débat le bien-être du personnel (il faut le mettre davantage en avant au CPPT), la gouvernance, le FNRS (qui doit faire un pas de géant en termes de négociation sociale) et l'ARES (il faut avancer sur une meilleure coordination interne). Il faut préciser ce qui doit être amélioré dans les universités, en matière de politique de personnel, suite à la crise. Il se demande si l'ARES ne devrait pas être le lieu institutionnel où ces réflexions devraient être portées.

- Pour Felipe comme pour Jos, publier une carte blanche maintenant serait prématuré : il faut d'abord être d'accord sur le périmètre du problème et sur la coalition avec qui l'on ferait une telle démarche. Il convient de distinguer l'objectif et le véhicule.

---

<sup>2</sup> <http://www.fairefront.be/texte-fondateur/>

- Ghislaine pense que pour la carte blanche, il faut bien songer que chaque journal publie certaines cartes blanches dans sa version papier, d'autres en version uniquement numérique, en les réservant aux seuls abonnés. On peut tout à fait organiser une journée d'étude ou un colloque sur cette réflexion à distance.

- Pour Didier, il faut maintenant déterminer un objectif, penser la structuration de ce travail et approcher les délégué-es, les affilié-es et sympathisant-es.

- Pour Jos, il faut synthétiser les propositions énoncées ici, les partager avec l'ensemble des autres délégué-es et organiser sur cette base une nouvelle réunion pour décider de la suite.

- Nadine Fraselle (*message du 21 janvier, absente à la réunion*) :

Exemples de défis à relever

*Perturbations institutionnelles (systèmes d'évaluation, recherches de terrain et en laboratoire, collaborations internationales),  
maladies et problèmes de santé mentale du personnel et des étudiant-es,  
perturbations des congés,  
risques majeurs pour les étudiant-es vulnérables,  
sous-financement des universités,  
perte de support social,  
déficit de ressources essentielles (art, culture),  
absence de technologies modernes dans les pays pauvres*

*Nous avons fait une enquête sur les ressentis autour du confinement et cette enquête avait marqué les esprits. On pourrait à nouveau entrer en contact avec le personnel pour recueillir des idées de solutions et bonnes pratiques.*

### ***En conclusion***

Didier indique qu'on va donc :

- Faire la synthèse de cette réunion
- Communiquer avec les autres délégué-es à ce sujet
- Voir ce qui fait consensus entre nous
- Décider de la prochaine étape (carte blanche, groupes de travail, enquête auprès du personnel, colloque, proposition à l'ARES, ...)
- Partager cela avec la CSC - Enseignement.

\*\*\*